Memorandum d'anciens du renseignement à Obama : " La Syrie est-elle un piège ?"

13/09/2013 à 13h00
MEMORANDUM FOR: *Le Président – Sept. 2013*
FROM: *Veteran Intelligence Professionals for Sanity (VIPS)*
SUBJECT: *La Syrie est-elle un piège ? (Is Syria a Trap?)*
Priorité : *IMMÉDIATE*

Nous sommes au regret de vous informer que certains anciens collègues nous disent avec certitude que, contrairement aux déclarations de votre administration, les sources les plus fiables attestent que Bashar al-Assad n'est pas responsable de l'incident chimique du 21 août qui a tué et blessé des civils syriens, et les services secrets Britanniques le savent également. En écrivant ce bref rapport, nous préférons penser que vous n'avez pas été totalement informé car vos conseillers ont préféré vous ménager la possibilité future de nier – couramment désignée comme "le déni plausible".

Nous avons déjà connu cette situation – avec le Président George W; Bush, à qui nous avions adressé notre premier memo VIPS juste après la déclaration de Colin Powell le 5 février 2003 dans son discours aux Nations Unies, dans lequel il avait colporté de faux renseignements pour justifier l'attaque contre l'Irak. Par la suite, aussi, nous avons préféré accorder au Président Bush le bénéfice du doute, pensant qu'il avait été trompé ou à tout le moins très mal conseillé.

La nature frauduleuse du discours de Powell était évidente. C'est pourquoi, l'après-midi même, nous avions fortement recommandé à votre prédécesseur "*d'élargir la discussion au-delà […] du cercle des conseillers clairement partisans d'une guerre dont nous ne voyions pas de raisons valables, et dont*

les conséquences seraient, d'après nous, catastrophiques." Nous donnons le même conseil aujourd'hui.

Nos sources confirment qu'un incident d'origine chimique a fait des victimes, morts et blessés, le 21 août, dans la banlieue de Damas.

> ***Nos sources insistent, cependant, sur le fait que cet incident n'était pas le résultat d'une attaque de la part de l'armée syrienne utilisant des armes chimiques de classe militaire provenant de son arsenal. C'est le fait le plus marquant, d'après un officier de la CIA qui travaille sur le dossier syrien. Elles nous expliquent que le directeur de la CIA John Brennan est en train de tromper les membres du Congrès, les médias, le public, et peut-être même vous, avec une supercherie du même type que celle qui a été utilisée avant la guerre en Irak.***

Nous avons observé de près John Brennan pendant ces dernières années, et, malheureusement, nous n'avons aucun mal à croire ce que disent nos ex-collègues. Ce qui est encore plus malheureux, c'est que ce sentiment est encore plus prononcé chez ceux qui ont collaboré plus étroitement avec lui ; nous ne lui portons aucun crédit. Et c'est aussi le cas de son patron, James Clapper, directeur de la National Intelligence, qui a admis qu'il avait fait des déclarations sous serment "clairement erronées" au Congrès, niant que la NSA espionnait les Américains.

Synthèse des services secrets ou manoeuvre politique ?

Il nous paraît étrange que le Secrétaire d'état John Kerry ait – cette semaine dans un témoignage devant le Congrès – évoqué le nom de Clapper dans une tentative pour renforcer la crédibilité du document de 4 pages intitulé : "Évaluations du gouvernement". D'autant plus que, pour une mystérieuse raison, c'est la Maison Blanche et non Clapper qui a publié cette

“évaluation”.

> ***La ficelle est grosse. Nous savons comment cela se passe. Bien que L’”Évaluation du gouvernement” soit vendue aux médias comme une “Synthèse des services de renseignement”, c’est un document politique, et non pas des services de renseignement. Non seulement, les rédacteurs ont évité de présenter les détails essentiels, mais ils ont même admis d’emblée que, bien qu’ils annoncent une fiabilité élevée, les faits ne sont pas encore confirmés.***

Fraude déjà vue : cela rappelle le fameux compte rendu de Downing street du 23 juillet 2002 sur l’Irak. Le compte rendu de Richard Dearlove, alors patron des services de renseignements Britanniques, déclarant au premier ministre Tony Blair et à d’autres officiels de haut rang que le Président Bush avait décidé d’éliminer Saddam Hussein par une action militaire qui serait justifiée par la conjonction du terrorisme et des armes de destructions massives. Dearlove tenait ces propos du directeur de la CIA George Tenet qu’il avait rencontré au siège de la CIA le 20 juillet.

> *La discussion qui s’ensuivit se basa sur le caractère éphémère des preuves, forçant Dearlove à expliquer : “Les renseignements et les faits ont été corrigés en fonction des besoins politiques”.* ***Nous craignons que c’est précisément ce qui se passe avec les renseignements sur la Syrie.***

Les renseignements

> ***Il y a un nombre croissant de preuves provenant de multiples sources au Moyen Orient, principalement affiliées à l’opposition Syrienne et à ses alliés, appuyant une forte présomption que l’incident chimique du 21 août était une provocation organisée par l’opposition Syrienne avec ses alliés Saoudiens et Turques. Le but allégué est d’avoir créé le type d’incident qui entraînerait les États-Unis dans la***

> ***guerre.***

Selon certains rapports, des bonbonnes contenant des agents chimiques ont été amenées dans la banlieue de Damas où elles ont été ouvertes. Des personnes dans la proximité immédiate ont été tuées, d'autres blessées.

> ***Nous ne connaissons aucune preuve solide du fait qu'une roquette à charge chimique ait été tirée dans la zone. En fait, il n'existe à notre connaissance pas de preuve physique fiable permettant de penser qu'il s'agissait d'une frappe d'une unité Syrienne spécialisée dans les armes chimiques.***

De plus, nous avons appris que, les 13 et 14 août 2013, les forces d'oppositions supportées par les occidentaux ont lancé les préparatifs d'une attaque surprise massive.

Les premières réunions entre les chefs militaires de l'opposition et les officiels du renseignement Qatari, Turcs et Américains ont eu lieu à la garnison turque de Antakya, dans la province de Hatay, qui sert maintenant de QG pour l'Armée libre de Syrie et ses appuis occidentaux.

Les chefs de l'opposition qui venaient d'Istanbul ont informé les chefs régionaux d'une escalade imminente dans les combats due à un tournant dans la guerre qui, à son tour, amènerait à un bombardement de la Syrie sous l'égide des États-Unis.

Lors des réunions de coordination à Antakya, avec les responsables du renseignement Turcs, Quatari et américains et les chefs de l'opposition Syrienne, on annonça aux Syriens que les bombardements allaient commencer dans quelques jours.

> ***On demanda aux leaders de l'opposition de préparer leurs troupes à exploiter rapidement le bombardement américain, marcher sur Damas et déposer le gouvernement de Bashar al-Assad.***

Les officiels du renseignement Qatari et Turc ont assuré les chefs régionaux qu'ils seraient massivement approvisionnés en armes pour l'offensive. Et ils l'ont été.

> ***Des livraisons d'armes à une échelle jusque là inégalée ont commencé à partir des arsenaux contrôlés par les services de renseignement Qatari et Turc sous surveillance étroite des officiers de renseignement américains.***

Cui bono ? / À qui profite le crime ?

Il est clair que les différents groupes qui cherchent à renverser Bashar al Assad sont fortement motivés pour que les États-Unis s'impliquent davantage. Jusqu'à présent, il n'est pas aussi clair que le gouvernement Israélien de Netanyahu soit aussi motivé de voir Washington s'impliquer plus avant dans une nouvelle guerre dans la région.

> ***Mais avec les importantes pressions venant d'Israël et des lobbies américains qui les soutiennent, l'objectif prioritaire d'Israël devient limpide. La journaliste Judi Rudoren, écrivant de Jérusalem dans un article important du New York Times de jeudi, cerne le but d'Israël avec une candeur inhabituelle. Son article intitulé : "Israël est pour une frappe limitée en Syrie" remarque que les Israéliens ont tranquillement fait remarquer que le meilleur résultat de la guerre civile Syrienne qui dure depuis deux ans et demi, était, au moins pour le moment : pas de résultat. Rudoren poursuit : pour Jérusalem, le statu quo, aussi horrible qu'il puisse paraître d'un point de vue humanitaire, est préférable aussi bien à la victoire du gouvernement d'Assad et de ses alliés Iraniens qu'à un renforcement des groupes rebelles qui sont de plus en plus dominés par les djihadistes sunnites.***

"C'est une situation de barrage, dans laquelle vous avez intérêt à ce que les deux camps perdent, ou en tout cas à ce qu'aucun ne l'emporte – nous sommes pour un blocage" à déclaré

Alon Pinkas, ancien consul général d'Israël à New York. "Laissons les deux camps se saigner et mourir d'hémorragie : c'est la perspective stratégique. Aussi longtemps que cela dure, il n'y a pas de menace réelle de la part de la Syrie."

Nous pensons que c'est ainsi qu'Israël considère actuellement la situation en Syrie, et qu'une implication plus forte des États-Unis – quoique, initialement, par des frappes militaires "limitées" – assurerait qu'il n'y ait pas d'issue rapide au conflit en Syrie. Israël calcule que plus longtemps les sunnites et les chiites s'entre-égorgeront en Syrie et dans la région alentour, plus il sera en sécurité. Le principal allié de la Syrie est l'Iran, avec qui il est lié par un traité de défense mutuelle, et il joue aussi un rôle dans les calculs d'Israël. Les dirigeants iraniens ne sont probablement pas capables d'avoir un grand impact militaire en Syrie, et Israël peut le mettre en évidence pour embarrasser Téhéran.

Le rôle de l'Iran

> ***L'Iran peut facilement être blâmé par association et accusé de toute sorte de provocations, réelles ou imaginaires. Certains ont vu la main d'Israël dans l'origine des accusations les plus graves contre Assad en matière d'armes chimiques et notre expérience nous suggère que c'est tout à fait possible.***

Il est aussi possible qu'est une attaque sous un faux pavillon par l'une des parties intéressées aboutissant par exemple au naufrage ou à de graves dommages sur l'un des cinq destroyers qui patrouillent actuellement juste à l'ouest de la Syrie. On pourrait compter sur nos grands médias pour en tirer le meilleur parti et vous vous retrouveriez sous une pression encore accrue pour augmenter l'implication des États-Unis en Syrie – et peut-être au delà contre l'Iran.

L'Iran s'est joint à ceux qui reprochent aux rebelles syriens l'incident chimique du 21 août, et a rapidement mis en garde

les États-Unis contre une implication plus importante. Selon la chaîne anglophone de la télévision iranienne, le ministre des affaires étrangères Mohamed Javid Zarif a déclaré: “La crise syrienne est un piège tendu par les groupes de pression sionistes aux États-Unis.”

En fait, il n’est peut-être pas si loin de la vérité. Mais nous pensons que vos conseillers devraient se méfier de cet argument. Ainsi, nous estimons qu’il est de notre responsabilité permanente de tenter de vous informer pour faire en sorte que vous et les autres responsables disposiez d’une vision complète de la situation.

Représailles inévitables

Nous espérons que vos conseillers vous ont prévenu que les représailles suite à une attaque contre les syriens n’est pas une question d’éventualité : la question est de savoir où et quand. Une riposte est inévitable. Par exemple, des frappes terroristes contre les ambassades et autres installations américaines risquent de faire passer l’incident de la “mission” à Benghazi du 11 septembre 2012 pour une broutille. L’un d’entre nous a abordé cette problématique essentielle il y a une semaine dans un article intitulé “Les conséquences possibles d’une attaque d’une attaque militaire des États-Unis contre la Syrie – Rappel de la destruction de la caserne des Marines à Beyrouth en 1983.”

Pour l’équipe aux commandes, les Professionnels vétérans des services secrets pour le bon sens :

Thomas Drake, Senior Executive, NSA (former)
Philip Giraldi, CIA, Operations Officer (ret.)
Matthew Hoh, former Capt., USMC, Iraq & Foreign Service Officer, Afghanistan
Larry Johnson, CIA & State Department (ret.)
W. Patrick Lang, Senior Executive and Defense Intelligence Officer, DIA (ret.)

David MacMichael, National Intelligence Council (ret.)
Ray McGovern, former US Army infantry/intelligence officer & CIA analyst (ret.)
Elizabeth Murray, Deputy National Intelligence Officer for Middle East (ret.)
Todd Pierce, US Army Judge Advocate General (ret.)
Sam Provance, former Sgt., US Army, Iraq
Coleen Rowley, Division Council & Special Agent, FBI (ret.)
Ann Wright, Col., US Army (ret); Foreign Service Officer (ret.)

Source : Consortiumnews.com
Traduction : www.les-crises.fr